



L'Agence canadienne de développement international (ACDI) est heureuse d'offrir sa collaboration et son aide aux universités et collèges canadiens pour l'établissement de liens avec leurs contreparties des pays du tiers monde, en vue de promouvoir le développement. L'Agence tient à respecter la personnalité, l'indépendance et l'intégrité des institutions en cause, et elle est particulièrement désireuse d'encourager les approches innovatrices de la coopération institutionnelle pour lesquelles il est impossible d'obtenir des fonds d'autres sources.

L'ACDI pourra consentir des fonds à l'appui des entreprises en co-participation qui satisfont aux objectifs, critères et priorités énoncés ci-dessous.

Objectifs sur le plan du développement

Les buts principaux de ces relations devraient être les suivants:

- permettre aux institutions des pays en développement d'influer plus directement sur la résolution des problèmes de développement de leurs sociétés respectives;
- permettre aux pays en développement d'avoir accès, sur une base de coopération, à l'expérience et aux ressources de la communauté éducative canadienne qui peuvent les aider à satisfaire leurs besoins en matière de développement;
- permettre aux universités et collèges canadiens de collaborer et de réaliser des activités en co-participation avec leurs contreparties des pays en développement.

Critères de financement

Les demandes de financement pour l'établissement de liens entre les institutions sont examinées en fonction des critères suivants:

- Le projet doit être réalisé dans un pays en développement d'Asie, d'Afrique, des Antilles ou d'Amérique latine.
- Les objectifs du projet sont clairs, réalistes et réalisables dans les limites des ressources et des délais alloués.
- Les institutions collaboratrices fournissent une preuve de leur engagement à l'égard du projet en précisant leurs contributions prévues en termes de services, de ressources et de temps fournis par leur personnel pour la période en cause.
- Le coût, l'ampleur, la durée et les objectifs visés sur le plan du développement sont bien définis.
- Les échanges de professeurs, de techniciens ou d'étudiants diplômés sont directement liés aux objectifs du projet.
- Les bourses sont directement liées au projet et ne constituent pas un projet en elles-mêmes.
- Les ressources matérielles faisant partie du projet doivent servir à des fins particulières dans le pays en développement et les dépenses relatives à l'achat de terrains et à la construction doivent être exclues.

- Les colloques, les ateliers ou les conférences sont liés aux objectifs du projet et ont une valeur nettement évidente sur le plan du développement.

Secteurs prioritaires

Les secteurs suivants seront considérés comme prioritaires, et leur priorité sera réexaminée de temps à autre:

- agriculture, santé, éducation, développement communautaire, développement scientifique et professionnel, services de vulgarisation, gestion institutionnelle et des affaires, administration publique, gestion des ressources, ingénierie et sciences appliquées;
- programmes de recherche appliquée, de préférence, à des études ou des recherches pures ou fondamentales;
- programmes visant à adapter la technologie et l'enseignement au pays en développement, et répondant à ses besoins.

Admissibilité

Toute institution ou université canadienne qui possède la capacité et les ressources voulues pour entreprendre un projet de développement avec une institution de contrepartie dans le pays en développement, selon les modalités d'une association et d'un partage des coûts.

Présentation des demandes

Les demandes de financement sont faites sur les formulaires disponibles à l'ACDI ou au Secrétaire pour le développement international (SDI) de l'Association des universités et collèges du Canada (AUCC), et elles doivent être approuvées par le chef de l'institution canadienne.

Le formulaire de demande doit être accompagné d'une copie de l'accord sur les liens pour le développement, signé par le chef de l'institution canadienne et le chef de l'institution du pays en développement.

La demande doit préciser quelle(s) unité(s) des institutions collaboratrices participera(ont) au projet.

Traitement des demandes par l'ACDI

Toutes les demandes seront examinées par l'ACDI. Elles pourront aussi être étudiées par des groupes de travail consultatifs, qui seront nommés par l'ACDI en collaboration avec le SDI/AUCC.

La décision finale concernant chaque demande relèvera de l'ACDI.

Niveaux de financement

L'ACDI pourra fournir jusqu'à 50 p. cent du montant global d'un projet, à condition que sa contribution ne dépasse pas \$500 000.

Lorsque le montant demandé à l'ACDI ne dépasse pas \$100 000 pour toute la durée du projet, la proportion de sa contribution peut excéder 50 p. cent.

Au delà de ces montants, le financement doit recevoir l'approbation du Conseil du Trésor.

Les frais généraux opérationnels peuvent être considérés comme partie du coût total d'un projet, sous réserve du paragraphe qui suit.

Éléments admissibles au financement de l'ACDI

Généralités

Les fonds de l'ACDI peuvent être utilisés uniquement pour acquitter des dépenses directement attribuables au projet. Ils ne peuvent servir à rembourser les dépenses opérationnelles et les frais généraux normaux des institutions.

Frais de déplacement et indemnités de subsistance

Les frais de déplacement du personnel canadien et étranger, entre le Canada et le pays en développement, devront correspondre au tarif "excursion" ou au tarif "économique" en vigueur, et à des indemnités de subsistance raisonnables.

Matériel

L'ACDI examinera la possibilité de financer, en tout ou en partie, l'équipement spécial et les ressources de bibliothèque nécessaires au projet.

Colloques, ateliers, conférences

La contribution de l'ACDI peut couvrir les frais de déplacement et de subsistance des participants à des réunions portant sur le développement et liées au projet.

Évaluation

Les coûts d'évaluation devraient être pris en compte dans le financement du projet et l'ACDI peut les acquitter en tout ou en partie.

Les arrangements relatifs à l'évaluation, et notamment les services des personnes chargées de l'exécuter, doivent faire l'objet d'une approbation préalable de l'ACDI.

Traitements

Un projet peut englober l'échange de professeurs, de techniciens et d'autres personnes. Lorsqu'une personne est détachée pour un semestre entier, ou pour une période plus longue, l'université qu'elle visite lui assurera le traitement local normal. La différence entre ce traitement et la rémunération qu'elle aurait normalement touchée à l'université du pays d'origine est une dépense admissible au financement de l'ACDI.

Bourses

Lorsque le projet vise à l'établissement d'un nouveau programme, il peut être prévu que des étudiants de l'endroit pourront remplir des postes qu'occupent temporairement des ressortissants étrangers.

Lorsqu'elle aura l'assurance que des postes convenables pourront être offerts aux étudiants à leur retour dans leurs pays respectifs, l'ACDI examinera la possibilité de fournir des bourses et des fonds spéciaux en vue d'une formation supérieure dans une université canadienne ou une institution du pays en développement. Les fonds de l'ACDI ne pourront être utilisés pour des bourses individuelles de nature générale qui n'ont aucun lien avec le projet.

Publications

Lorsqu'un élément important du projet consiste en une recherche appliquée ou en l'élaboration d'un nouveau cours ou programme d'études, une aide peut être fournie en vue de la publication d'un rapport.

Pour de plus amples renseignements

veuillez écrire à:

Directeur général
Direction de la Coopération institutionnelle
et des Services au développement
Direction générale des programmes spéciaux
Agence canadienne de développement international (ACDI)
200, Promenade du Portage
Hull (Québec)
K1A 0G4
ou bien:
Directeur
Secrétariat pour le développement international (AUCC)
151, rue Slater
Ottawa (Ontario)
K1P 5N1

Institutional Cooperation

Canadian Universities and the Developing World

CACI

EA 81

-2005



Canadian International
Development Agency

Agence canadienne de
développement international





The Canadian International Development Agency (CIDA) welcomes the opportunity to assist Canadian universities and colleges to undertake cooperative ventures or "development linkages" with their counterparts in developing countries, and to do so while respecting their personality, independence and integrity. CIDA is particularly eager to encourage innovative approaches to institutional cooperation for which funds are not available from other sources.

CIDA may make financial contributions to support joint ventures which meet the objectives, criteria and priorities outlined below.

Development Objectives

- The main purposes of development linkages should be
- to enable institutions in developing countries to make more direct impact on development problems in their societies;
- to enable developing countries to gain access, on a cooperative basis, to resources and experience in the Canadian educational community that can help them meet development needs;
- to enable Canadian universities and colleges to undertake joint ventures and collaborations with their counterparts in developing countries.

Criteria for CIDA Funding of Development Linkages

Requests for financial support of development linkages will be considered on the basis of the following criteria:

- The project is carried out in a developing country of Asia, Africa, the Caribbean, or Latin America.
- The objectives of the project are clear, realistic and attainable within the limits of the resources and time specified.
- The collaborating institutions provide evidence of their commitment to the project by specifying their proposed contributions in staff time, resources and services for the period specified.
- The project is well-defined in development objectives, cost, size and duration.
- Exchanges of academic staff, technicians or graduate students are directly related to objectives of the project.
- Scholarships are directly related to the project and are not a project in themselves.
- Material resources included in the project are for specific use in the developing countries and do not involve land purchase or construction costs.
- Seminars, workshops or conferences are related to the objectives of the project and have clearly evident development value.
- The project is consistent with the developing country's plans and priorities.



Priority Fields

The following fields will receive priority and are subject to review from time to time:

- agriculture, health, education, community development, scientific and professional development, extension services, business and institutional management, public administration, resources management, engineering and the applied sciences;
- programs in applied rather than pure or basic studies or research;
- programs concerned with adapting technology and teaching to the developing country in a way appropriate to its needs.

Who may Apply

Any Canadian university or institution possessing the resources and capability to undertake a development project with a counterpart in a developing country on a partnership and shared cost basis.

Application Procedures

Requests for funding can be made on application forms available either at CIDA or the International Development Office (IDO) of the Association of Universities and Colleges of Canada (AUCC) and must be approved by the head of the Canadian institution.

The application form must be accompanied by a copy of a Development Linkage Agreement signed by the heads of both the Canadian and the developing country institution.

The application should specify the unit or units in the collaborating institutions that will participate in the project.

Processing of Applications by CIDA

Each request will be considered by CIDA. Requests may be referred to advisory panels for consideration. Such advisory panels will be appointed by CIDA in consultation with IDO (AUCC). CIDA will be responsible for the final decision on each application.



Funding Levels

CIDA may contribute up to 50 per cent of the total cost of a project where the contribution requested from CIDA does not exceed \$500,000.

Where the amount sought from CIDA does not exceed \$100,000 for the life of the project, the proportion of the CIDA contribution may exceed 50 per cent.

Proposals exceeding these amounts must receive Treasury Board approval.

Overhead operational costs may be considered as part of the total cost of a project, subject to the first paragraph under Guidelines for Eligibility.

Guidelines for Eligibility

General

CIDA funds may be used only for costs directly attributable to the project. CIDA funds may not be applied to normal overhead costs and operational expenses of the institution.

Travel Costs and Living Allowances

The travel costs between Canada and the developing country will be excursion or economy fares, plus reasonable living expenses, for developing country and Canadian personnel.

Materials

CIDA will consider funding, in whole or in part, the special equipment and library resources needed for the project.

Seminars, Workshops, Conferences

The CIDA contribution may cover the travel and living costs of participants to meetings of a development character, which are related to the linkage.

Evaluation

Costs for evaluation should be included in the funding of the project and may be met, in whole or in part, by CIDA.

Arrangements for evaluation, including those responsible for carrying it out, must be acceptable to CIDA.

Salaries

A project may involve exchange of academic staff, technicians and other staff. When a staff member is seconded for a full semester, or longer period, the university he/she is visiting will be expected to provide a normal local salary. The difference between the salary and the remuneration that would normally have been paid by the staff member's home university is a project expense eligible for CIDA support.



Scholarships

Where the project is intended to establish a new program, provision may be made for local students to qualify for staff positions that are filled temporarily by expatriates.

CIDA will consider providing scholarships and bursary funds for graduate training either in the Canadian university or in a developing country institution, where there is assurance that suitable positions will be found for the students on return to their respective countries. CIDA funds may not be used for individual scholarships of a general nature that are not related to the project.

Publications

Where a significant component of the project is applied research or the development of a new course of studies or curriculum, assistance may be provided for the publication of reports.

Further Information

Please write to:
Director General
Institutional Cooperation and
Development Services Division
Special Programs Branch
Canadian International Development Agency (CIDA)
200, Promenade du Portage
Hull, Québec
K1A 0G4
or
The Director
International Development Office (AUCC)
151 Slater Street
Ottawa, Ontario
K1P 5N1

Coopération entre institutions Universités canadiennes et le monde en développement

3 1761 11551905 0

